



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.275/4
du 24 juin 2019

advies 66.275/4
van 24 juni 2019

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant l'arrêté ministériel
du 23 juillet 2001 relatif à
l'immatriculation de véhicules'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van het
ministerieel besluit van
23 juli 2001 betreffende de
inschrijving van voertuigen'

Le 27 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 juin 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juin 2019.

*

Op 27 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 juni 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juni 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence du ministre se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier une disposition réglementaire.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Le projet examiné impliquant, tout comme le projet d'arrêté royal 'portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales et des plaques nationales pour véhicules à moteur et remorques' sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 66.274/4, des traitements de données à caractère personnel, l'avis de l'Autorité de protection des données doit être recueilli.

Il ne ressort d'aucune pièce du dossier joint à la demande d'avis que cette formalité aurait été accomplie. Il y sera veillé.

2. L'avis positif donné le 3 mai 2019 par le Gouvernement flamand sur le projet, dans le cadre de la procédure d'association des gouvernements de région prévue par l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', était assorti d'observations.

Pour que la formalité d'association des gouvernements de région puisse être considérée comme valablement accomplie, il convient que le Gouvernement flamand ait été tenu informé des suites réservées à ses observations. Si celles-ci ont conduit à modifier le texte initialement communiqué, il convient, en outre, que les autres gouvernements de région en soient également informés.

3. L'article 24 du projet énonce des spécifications techniques applicables aux reproductions de marques d'immatriculation, lesquelles doivent être qualifiées de produits au sens de l'article 1^{er}, a), de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'.

Il fera par conséquent l'objet de la procédure de communication prévue par l'article 5, paragraphe 1, de la directive.

4. Le projet d'arrêté ministériel examiné étant, tout comme le projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis n° 66.274/4, « directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles », au sens de l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', il doit être soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget.

5. Ceci fait, l'accomplissement de toutes les formalités préalables précitées sera visé dans le préambule.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Comme l'indique son intitulé, le projet examiné prend la forme d'un arrêté modificatif de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 'relatif à l'immatriculation de véhicules'.

Il vise cependant à remplacer la totalité du dispositif (soit les articles 1^{er} à 18) de cet arrêté, dont il ne laisse subsister que l'intitulé et les annexes 1 à 2bis (l'annexe 3 étant remplacée, et des annexes 4 et 5 ajoutées).

Ce faisant, il n'apporte cependant que des modifications limitées aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 qui assurent l'exécution de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 et mettent en œuvre les subdélégations de pouvoirs réglementaires prévues par ses articles 18 et 21.

Il modifie, par contre, de manière plus substantielle les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001, qui assurent actuellement l'exécution de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 'portant réglementation de l'immatriculation des marques d'immatriculation commerciales pour véhicules à moteur et remorques', afin de pourvoir à l'exécution du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis n° 66.274/4. Ce dernier abroge et remplace, en effet, l'arrêté royal du 8 janvier 1996.

Contrairement à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ¹, le projet d'arrêté royal précité ne comporte cependant aucune subdélégation de pouvoirs réglementaires au ministre, que ce soit pour ce qui concerne la plaque d'immatriculation ou le certificat d'immatriculation.

Sauf à compléter sur ce point le projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis n° 66.274/4 ², les dispositions du projet d'arrêté ministériel examiné qui assurent l'exécution de ce dernier sont, dès lors, dépourvues de fondement juridique.

C'est sous la réserve de cette observation fondamentale, et qui concerne plus particulièrement les articles 2, §§ 4 à 7, 8, 10, 16, 17, 22, et 23, ainsi que l'annexe 5, en projet, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 (articles 1^{er} et 4 et annexe 3 du projet), que les observations particulières suivantes sont formulées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, consacré au visa de l'article 1^{er} de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968, il convient de mentionner les modifications apportées à cette disposition et qui sont encore en vigueur.

Une observation analogue vaut pour l'alinéa 2.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Article 2 en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001

1. La mention prévue au paragraphe 2, 1°, n), en projet, fait partiellement double emploi avec celle reprise au point i) de la même énumération.

La disposition sera revue sur ce point.

2. Au paragraphe 2, 2°, c), le texte français, à la différence du texte néerlandais, mentionne « le genre national ».

Cette discordance sera corrigée.

¹ Voir les articles 8 (plaque « essais ») et 14 (plaque « marchand ») de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 visés au titre de fondement juridique dans le préambule de cet arrêté.

² Dans cette hypothèse, les dispositions ajoutées à ce projet d'arrêté royal seront également visées au préambule du projet d'arrêté ministériel examiné, au titre de fondement juridique.

3. Au paragraphe 6, 1^o, alinéa 1^{er}, il est prévu de mentionner sur la Partie II du certificat d'immatriculation délivré lors d'une immatriculation « essai », « marchand » ou « professionnelle », la mention reprise au paragraphe 2, 1^o, e), à savoir « les données spécifiques du véhicule ou de l'immatriculation auxquelles le certificat d'immatriculation se rapporte, notamment [lire : à savoir] les données visées à l'article 7, 1^o, 2^o, 2^o/1, 7^o et 11^o de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules; [...] ».

Le paragraphe 6, 1^o, alinéa 2, c), se limite ensuite à imposer la mention sur la même Partie II des « données spécifiques de l'immatriculation auxquelles le certificat d'immatriculation se rapporte, notamment [lire : à savoir] les données visées à l'article 7, 1^o et 11^o de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ».

Cette dernière disposition concorde avec le paragraphe 5, 1^o, relatif à la Partie I du même certificat d'immatriculation, qui ne prévoit pas que celui-ci comporte les mentions reprises au paragraphe 2, 1^o, e), mais énonce que figurent sur cette Partie I « les données spécifiques de l'immatriculation auxquelles le certificat d'immatriculation se rapporte, notamment [lire : à savoir] les données visées à l'article 7, 1^o et 11^o de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ».

Il s'en déduit que c'est de manière inadéquate que le paragraphe 6, 1^o, alinéa 1^{er}, renvoie au paragraphe 2, 1^o, e).

La disposition sera revue afin de remédier à cette discordance.

Article 3 en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001

Au paragraphe 5 en projet, il ne revient pas à l'autorité fédérale de charger les organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation d'une mission, ces derniers relevant de la compétence des régions en vertu de l'article 6, § 1^{er}, XII, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

La disposition peut cependant être revue, sur ce point, à la lumière de l'article 9, § 3, en projet, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001.

Article 5 en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o, en projet, il semble que la notion de « marque d'immatriculation moto » doit être remplacée par celle de « marque d'immatriculation carrée », au sens de l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 2^e tiret, en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001.

Article 10 en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001

Au paragraphe 3 en projet, la rédaction du point 2° doit être revue afin de lui donner une portée différente du point 1° de la même énumération. À défaut, ces deux points seront fusionnés.

Article 17 en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001

Au paragraphe 3 en projet, il convient de vérifier si la lettre suivant le « U » ne doit pas nécessairement être « M », s'agissant d'une marque d'immatriculation nationale pour motocyclette, tricycle ou quadricycle à moteur.

Article 19 en projet de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001

Dans le texte français de l'article 17, § 3, alinéa 1^{er}, le mot « automobiles » sera omis, la disposition concernant en effet les cyclomoteurs et quadricycles légers.

Article 25

Il n'y a pas lieu de reproduire une disposition abrogatoire, l'abrogation de l'arrêté ministériel du 30 aout 1967 'déterminant le modèle des marques et certificats d'immatriculation ainsi que des attestations à produire pour obtenir l'immatriculation d'un véhicule automoteur' ayant été opérée par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 'relatif à l'immatriculation des véhicules', lequel est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2001 et a épuisé tous ses effets à cette date ³.

L'article 25 en projet sera omis.

Annexe 1

L'annexe 3, en projet, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 comporte trois tableaux.

Aucune disposition du projet ne se réfère toutefois au tableau 3 – Valeurs chromatiques des couleurs des caractères et du bord. Il convient dès lors soit de compléter le dispositif sur ce point, soit d'omettre ce tableau.

*

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 135.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van de minister beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de minister in aanmerking kan nemen als hij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Volgens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, in combinatie met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, moet de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd worden bij het opstellen van een voorstel voor een wetgevingsmaatregel die door een nationaal parlement moet worden vastgesteld, of van een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is vereist aangezien het voorliggende ontwerp, net zoals het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen en de nationale platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens’ waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 66.274/4 heeft gegeven, de verwerking van persoonsgegevens impliceert.

Uit geen enkel stuk van het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, blijkt dat dat vormvereiste vervuld zou zijn. Er moet op worden toegezien dat het vervuld wordt.

2. Het positieve advies dat de Vlaamse Regering op 3 mei 2019 over het ontwerp heeft gegeven in het kader van de procedure waarbij de gewestregeringen bij het uitwerken van het ontwerp worden betrokken, welke procedure voorgeschreven is bij artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, bevatte opmerkingen.

Opdat het vormvereiste van het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het ontwerp geacht kan worden naar behoren te zijn vervuld, moet de Vlaamse Regering op de hoogte gehouden zijn van het gevolg dat aan haar opmerkingen is gegeven. Als die opmerkingen geleid hebben tot wijzigingen van de oorspronkelijk meegedeelde tekst, dienen bovendien ook de andere gewestregeringen daarvan op de hoogte te worden gebracht.

3. In artikel 24 van het ontwerp worden technische specificaties vermeld die gelden voor de reproductie van kentekenplaten, die moeten worden gekwalificeerd als producten in de zin van artikel 1, a), van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’.

Dat artikel moet dus het voorwerp uitmaken van de procedure van mededeling, voorgeschreven bij artikel 5, lid 1, van de richtlijn.

4. Aangezien, net zoals het geval is met het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 66.274/4 is gegeven, door het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit “rechtstreeks of onrechtstreeks (...) de ontvangsten kunnen worden beïnvloed (...) of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan” in de zin van artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’, moet het ontwerp om advies worden voorgelegd aan de inspecteur van Financiën en voor akkoordbevinding worden voorgelegd aan de minister van Begroting.

5. Vervolgens moet de vervulling van alle bovenvermelde voorafgaande vormvereisten in de aanhef worden vermeld.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals het opschrift aangeeft, heeft het voorliggende ontwerp de vorm van een besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 ‘betreffende de inschrijving van voertuigen’.

Het ontwerp beoogt echter heel het dispositief van dat besluit te wijzigen (namelijk de artikelen 1 tot 18), en laat enkel het opschrift en de bijlagen 1 tot 2bis ongewijzigd (bijlage 3 wordt vervangen en de bijlagen 4 en 5 worden toegevoegd).

Met dat al brengt het echter maar beperkte wijzigingen aan in de bepalingen van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 die uitvoering geven aan het koninklijk besluit van 20 juli 2001 en aan de delegaties van verordnungsbevoegdheden waarin de artikelen 18 en 21 ervan voorzien.

Het ontwerp brengt daarentegen substantiëlere wijzigingen aan in de bepalingen van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 die momenteel uitvoering geven aan het koninklijk besluit van 8 januari 1996 ‘tot regeling van de inschrijving van de commerciële kentekenplaten voor motorvoertuigen en aanhangwagens’, opdat kan worden voorzien in de uitvoering van het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 66.274/4 is gegeven. Bij dat laatstgenoemde besluit wordt het koninklijk besluit van 8 januari 1996 namelijk opgeheven en vervangen.

Anders dan in het koninklijk besluit van 8 januari 1996,¹ wordt in het voornoemde koninklijk besluit echter geen enkele verordeningsbevoegdheid aan de minister gedelegeerd, noch voor wat de kentekenplaat noch voor wat het kentekenbewijs betreft.

Behalve indien het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 66.274/4 gegeven is, op dat punt wordt aangevuld,² hebben de bepalingen van het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit die in de tenuitvoerlegging van dat koninklijk besluit voorzien, dan ook geen rechtsgrond.

Onder voorbehoud van die fundamentele opmerking, die meer bepaald betrekking heeft op de ontworpen artikelen 2, §§4 tot 7, 8, 10, 16, 17, 22 en 23 en op de ontworpen bijlage 5 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 (artikelen 1 en 4 en bijlage 3 van het ontwerp), worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid, waarin verwezen wordt naar artikel 1 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968, dienen de nog geldende wijzigingen te worden vermeld die in die bepaling zijn aangebracht.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het tweede lid.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Ontworpen artikel 2 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001

1. De vermelding waarin de ontworpen paragraaf 2, 1°, n), voorziet, overlapt gedeeltelijk de vermelding die in punt i) van dezelfde opsomming staat.

De bepaling moet op dat punt worden herzien.

¹ Zie de artikelen 8 (“proefrittenplaat”) en 14 (“handelaarsplaat”) van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, die als rechtsgrond worden vermeld in de aanhef van dat besluit.

² In dat geval moeten de bepalingen die in dat ontwerp van koninklijk besluit worden toegevoegd, ook als rechtsgrond worden vermeld in de aanhef van het voorliggende ministerieel besluit.

2. In de Franse tekst van paragraaf 2, 2°, c), is, anders dan in de Nederlandse tekst, sprake van “le genre national”.

Dat gebrek aan overeenstemming moet worden verholpen.

3. Paragraaf 6, 1°, eerste lid, voorziet erin dat op Deel II van het kentekenbewijs dat afgegeven wordt bij een inschrijving “proefritten”, “handelaar” of “beroep” melding gemaakt wordt van de gegevens vermeld in paragraaf 2, 1°, e), namelijk “de specifieke voertuig- of inschrijvingsgegevens waarop het kentekenbewijs betrekking heeft, met name de gegevens bedoeld in artikel 7, 1°, 2°, 2°/1, 7° en 11°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen; (...)”.

Voorts beperkt paragraaf 6, 1°, tweede lid, c), er zich toe voor te schrijven dat op datzelfde Deel II melding gemaakt moet worden van “de specifieke inschrijvingsgegevens waarop het kentekenbewijs betrekking heeft, met name de gegevens bedoeld in artikel 7, 1° en 11°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.”

Die laatstgenoemde bepaling stemt overeen met paragraaf 5, 1°, betreffende Deel I van hetzelfde kentekenbewijs, die er niet in voorziet dat het kentekenbewijs de in paragraaf 2, 1°, e), opgenomen vermeldingen bevat, maar die bepaalt dat op dat Deel I “de specifieke inschrijvingsgegevens waarop het kentekenbewijs betrekking heeft, met name de gegevens bedoeld in artikel 7, 1° en 11°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen” vermeld worden.

Daaruit volgt dat in paragraaf 6, 1°, eerste lid, onterecht naar paragraaf 2, 1°, e), verwezen wordt.

De bepaling moet herzien worden teneinde die discrepantie weg te werken.

Ontworpen artikel 3 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001

Wat de ontworpen paragraaf 5 betreft, komt het de federale overheid niet toe om de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen een opdracht te verlenen, aangezien de laatstgenoemde instellingen krachtens artikel 6, § 1, XII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 onder de bevoegdheid van de gewesten vallen.

De bepaling kan evenwel op dat punt herzien worden in het licht van het ontworpen artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit van 23 juli 2001.

Ontworpen artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001

In de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, 2°, lijkt het begrip “motorfietskentekenplaat” vervangen te moeten worden door het begrip “vierkante kentekenplaat” in de zin van het ontworpen artikel 3, § 2, eerste lid, tweede streepje, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001.

Ontworpen artikel 10 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001

In de ontworpen paragraaf 3 moet de redactie van punt 2° aldus herzien worden dat het een andere strekking heeft dan punt 1° van dezelfde opsomming. Zo niet moeten die twee punten samengevoegd worden.

Ontworpen artikel 17 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001

In de ontworpen paragraaf 3 dient nagegaan te worden of er niet moet worden bepaald dat de letter die volgt op de “U” een “M” moet zijn, aangezien het om een nationale kentekenplaat voor motorfietsen, motordrie- en -vierwielers gaat.

Ontworpen artikel 19 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001

In de Franse tekst van artikel 17, § 3, eerste lid, moet het woord “automobiles” weggelaten worden, aangezien de bepaling inderdaad betrekking heeft op bromfietsen en lichte vierwielers.

Artikel 25

Er moet geen opheffingsbepaling opgenomen worden, aangezien het ministerieel besluit van 30 augustus 1967 ‘waarbij het model van de nummerplaten en de inschrijvingsbewijzen alsmede van de voor te leggen attesten om de inschrijving van een voertuig met eigen beweegkracht te bekomen wordt bepaald’ opgeheven is bij artikel 17 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 ‘betreffende de inschrijving van voertuigen’, welk ministerieel besluit op 1 oktober 2001 in werking getreden is en op die datum volledig uitwerking heeft gehad.³

Het ontworpen artikel 25 moet weggelaten worden.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 135.

Bijlage 1

De ontworpen bijlage 3 van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 bevat drie tabellen.

Er wordt echter in geen enkele bepaling van het ontwerp verwezen naar tabel 3 – Chromatische waarden van de kleuren van de karakters en de boord. Bijgevolg dient het dispositief op dat punt aangevuld te worden ofwel dient die tabel weggelaten te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET